

ASILE Quelque 200 personnes ont manifesté à Lausanne, demandant au Conseil d'Etat de renoncer aux renvois.

Des Bourla-Papey au secours des requérants

M. CL.

Hier soir, un feu de contestation a flambé sur les marches du Palais de Rumine, à la Riponne. En point d'orgue à une manifestation qui a drainé environ 200 personnes, les militants de la Coordination Asile Vaud ont brûlé l'accord signé il y a un an entre le Département fédéral de justice et police et le Conseil d'Etat vaudois. Rebaptisé «accord de la honte», ce protocole d'engagement a débouché sur la situation actuelle des «523» requérants déboutés. «Si le gouvernement veut continuer à se faire respecter, il doit revenir à l'exception vaudoise», a demandé Bruno Clément de la Coordination, exhortant les autorités à prendre en compte la motion signée par la majorité du Grand Conseil qui s'oppose aux renvois. Les représentants des Eglises étaient présents. Tous ont condamné l'interdiction de travailler qui frappe désormais les requérants déboutés. Spécialement touchés, les Ethiopiens et Erythréens ont aussi défilé. En début d'après-midi, ils manifestaient pour la quatrième fois consécutive devant le Grand Conseil pour leur régularisation.



KEYSTONE Les manifestants ont brûlé «l'accord de la honte».